



LA COMMUNAUTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



2008 ڇاپو ۱۰، ۱۰ جولاءِ، ۲۰۰۸

A L'INTERIEUR...



6

POLITIQUE	3
SECURITE ALIMENTAIRE	4-5
DÉVELOPPEMENT	6
ÉNERGIE	7-10
COMMERCE	11
LES AFFAIRES EN BREF	12
ÉLECTIONS	13
PARITÉ DES SEXES	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

Les prix alimentaires pourraient dérailler le développement de l'Afrique, ou le revigorer

LE TAUX d'expansion de l'Afrique pourrait être faussé par la hausse globale des prix alimentaires, déclara le président de la BAD, Donald Kaberuka lors du sommet annuel de la banque tenu à Maputo en mai. Il ajouta que le problème alimentaire est un obstacle supplémentaire qui testera la capacité de l'Afrique à gérer les risques et surmonter les nouvelles menaces, mais ajouta que ces difficultés peuvent se transformer en opportunité dans laquelle l'agriculture devient une entreprise viable plutôt qu'un médiocre moyen de subsistance. (Voir *Sécurité Alimentaire*, page 4-6)



L'expansion économique est essentielle mais doit être durable

AFIN D'OBTENIR un impact réel sur l'éradication de la pauvreté, l'expansion économique dans les États Membres de la SADC est nécessaire mais insuffisante, surtout lorsque celle-ci est irrégulière.

Ce fut la déclaration de Donald Kaberuka, Président de la Banque Africaine de Développement (BAD) dans son discours-programme lors de la Conférence Internationale de la SADC sur la Pauvreté et le Développement tenue en avril à l'Île Maurice.

Kaberuka expliqua que bien que la croissance économique - souvent simplement évaluée par des changements au niveau du Produit National Brut (PNB) - soit essentielle, elle devrait s'étendre "sur plusieurs années ... sur une base large et non exclusive".

La Conférence de l'Île Maurice a donné un nouvel élan à l'intégration régionale, adoptant une Structure Régionale pour la Réduction de la Pauvreté.

Selon l'explication du Secrétaire Général de la SADC, Tomaz Salomão, la structure de mise en

œuvre « articule ces activités absentes ou insuffisantes dans la mise en œuvre du Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional et le Plan Stratégique Indicateur de l'Organe qui auront un impact direct sur la pauvreté.

La conférence a également entériné l'instauration d'un Observatoire Régional sur la Pauvreté qui institutionalisera le contrôle et l'évaluation des interventions sur la pauvreté, ainsi que le suivi des Objectifs de Développement du Millénaire.

Les gouvernements, le secteur privé et près de 120 organisations de la société civile représentées à l'Île Maurice partagent les exhortations de Kaberuka pour un état de développement conscient.

Un état développemental capable est nécessaire pour soutenir les entreprises et les agriculteurs, en particulier durant cette ère de programme global "surchargé, sur droit d'entrée" manifesté dans les Accords de Partenariat Économiques (APE) et autres contextes globaux.

suite page 2

L'expansion économique est essentielle mais doit être durable

suite de la page 1

A cette fin, les présentations des organisations de la société civile exhortaient les états membres à adopter une approche commune envers les APE... et de n'approuver que les clauses propauvreté à l'opposé d'une approche générale qui pourrait annuler... les objectifs de création d'emploi et d'allègement de la pauvreté."

Nombre de pays de la SADC ont récemment enregistré des taux de croissance positifs pour le PNB. Malgré cela, comme le remarque le Président Zambien, Levy Mwanawasa, actuel président de la SADC, plus de 40 pour cent des citoyens de la SADC vivent encore dans une pauvreté absolue.

Selon Mwanawasa, "...l'état d'indigence peut se résoudre par le partage du surplus de richesse en hausse," ajoutant qu'il existe un grand sentiment d'optimisme dans la plupart des pays qui accomplissent des progrès, quelques soient minimes, pour éliminer la pauvreté.

"La difficulté est d'accélérer ce progrès," explique le président Zambien. Les économies de l'Afrique Australe sont dualistes et caractérisées, d'une part, par un secteur formel dominé par l'étranger et, d'autre part, par un secteur marginalisé, sous développé, informel et plutôt rural.

Selon une remarque de l'économiste Godfrey Kanyenze, le secteur formel a émergé en tant qu'implant étranger dont le *modus operandi* était généralement lié aux facteurs externes évitant de ce fait le besoin d'émergence d'une accumulation interne et d'un processus de transformation qui aurait capturé la majorité de la main d'oeuvre dans le processus capitaliste d'accumulation.

Kanyenze a insisté sur le fait que les conséquences furent l'appauvrissement et la marginalisation de la population indigène, menant ainsi à la création de formations et de marchés internes

faibles avec une demande effective à la baisse, contraignant à son tour l'expansion d'un commerce intra-régional vibrant.

De plus, avec quelques exceptions telles que l'Afrique du Sud, les exportations des États Membres de la SADC consistent surtout en produits primaires et bruts avec environ 90 pour cent des exportations de la SADC comprenant des produits minéraux et agricoles, et ses importations consistent surtout en articles capitaux et intermédiaires, selon les statistiques officielles.

Afin de garantir une durabilité à long terme, les États Membres auraient besoin de diversifier leurs économies de manière à se protéger des chocs exogènes tels que les changements soudain des tarifs globaux des produits de base.

Le Brésil offre l'un des meilleurs exemples réussis de diversification. Le pays sud-américain est, depuis 1990, le plus gros producteur mondial de café.

Cependant, le pays s'est diversifié dans d'autres domaines, y compris les produits manufacturés, se propulsant ainsi au rang de dixième économie au monde.

Plus près, des pays, tels que l'Île Maurice, sont parvenus à une expansion durable soutenue par une économie diversifiée, qui repose sur le tourisme, les textiles, la canne à sucre et une base de manufacture en expansion continue.

À part la diversification, les



États Membres de la SADC sont confrontés aux problèmes plus aigus de commerce intra-régional.

Kanyenze observe: "En tant qu'anciennes colonies, l'intégration des économies des états membres de la SADC avec le système capitaliste mondial était déterminé par les intérêts impérialistes et mercantiles des pouvoirs Européens, qui ont créé des liens verticaux entre les métropoles Européennes et la région SADC.

La domination de l'implantation d'un secteur formel exogène signifie que les pays Africains en général et la SADC en particulier négocient plus avec l'Europe qu'entre eux.

En tant que tel, beaucoup repose sur la Zone de Libre Échange de la SADC qui sera

lancée plus tard dans l'année afin de corriger ce déséquilibre historique.

Le rôle des commerçants informels, qui font partie des chaînes de valeur régionales et globales, est très important si le commerce intra-régional doit devenir pertinent dans une région où l'économie informelle est encore aussi importante que l'économie formelle.

Il ne peut y avoir aucunes illusions sur les difficultés auxquelles la région est confrontée aujourd'hui, et le Premier Ministre Mauricien Navinchandra Ramgoolam l'a parfaitement résumé lorsqu'il dit:

"La tâche est certainement immense tout comme notre responsabilité envers les millions d'habitants qui vivent dans une pauvreté abjecte dans nos pays."

"L'objectif ultime de pouvoir sur la destinée des peuples que nous dirigeons est précisément de donner priorité à ces peuples et de prendre des décisions qui compteront dans leurs vies et celles des générations futures." □

Le Brésil offre l'un des meilleurs exemples réussis de diversification. Le pays sud-américain est, depuis 1990, le plus gros producteur mondial de café. Cependant, le pays s'est diversifié dans d'autres domaines, y compris les produits manufacturés, se propulsant ainsi au rang de dixième économie au monde.

La Conférence de l'Île Maurice confirme les stratégies pour le développement durable

LA CONFÉRENCE Internationale SADC sur la Pauvreté et le Développement tenue à l'Île Maurice en avril a fait plus que fournir une plateforme pour une large gamme de partisans au dialogue.

L'intention de la conférence fut de se concentrer sur le problème principal de l'Afrique Australe - la pauvreté - avec des dirigeants réaffirmant leur engagement pour des stratégies à multiple-facettes afin de parvenir à un développement durable.

La conférence a noté que des stratégies compréhensives pour éradiquer la pauvreté sont déjà en place aux niveaux national et régional. Ce qui manque c'est une mise en oeuvre holistique et une approche collective régionale.

À cette fin, la déclaration de la conférence exhorta "tous les États Membres de la SADC à appliquer pleinement leurs stratégies visant à l'éradication de la pauvreté ..." ajoutant que ceci serait accompli "dans le cadre de la poursuite de nos engagements" aux structures de développement à long terme de la SADC pour le renforcement de l'intégration régionale.

Les structures à long terme sont le Plan Stratégique Indicatif de Développement Régional (RISDP) et le Plan Stratégique Indicateur de l'Organe (SIPO).

La conférence s'est mise d'accord sur la nécessité de combattre et éradiquer la pauvreté "dans toutes ses manifestations et dimensions de manière extrêmement urgente par le biais de la coopération et de l'intégration régionales, une gouvernance politique et économique ferme, la poursuite d'un commerce approprié et de politiques d'expansion et la participation fructueuse dans l'économie mondiale et ... de se réengager à mobiliser les ressources nécessaires."

Les statistiques sur la pauvreté pour l'Afrique en général et la SADC en particulier ont été constamment répétées jusqu'à devenir inertes et n'avoir plus aucun sens. Cependant, ce fut une conférence internationale sur la pauvreté qui évita ce même

procédé, en se concentrant plutôt sur les zones prioritaires qui requièrent une attention urgente.

A la lumière des problèmes récents qui exacerbent l'indigence dans la région, la conférence a identifié six zones prioritaires, résumées comme suit dans la déclaration:

- o Parvenir à la sécurité alimentaire dans une situation de pénuries alimentaires en hausse;
- o Aborder les divers impacts de changement climatique dans la lutte contre la pauvreté;
- o Accroître la capacité de génération et transmission d'énergie ainsi que de garantir un usage accru de sources renouvelables et alternatives d'énergie;
- o Parvenir à une plus grande expansion économique grâce à une intégration régionale, une libéralisation du commerce et un développement économique résultant de la pauvreté;
- o Développer et soutenir le potentiel humain par un accès durable de la population à une éducation de qualité et appropriée, l'apprentissage du bien-être et le développement social, la nutrition, la santé et les services sportifs ainsi que l'information dans les États Membres; et
- o Accélérer le développement, la réhabilitation et le maintien de l'infrastructure pour l'intégration régionale.

La conférence suivie par les dirigeants politiques de la région et d'ailleurs, les partenaires internationaux de coopération, les représentants du secteur privé et de la société civile, se sont mis d'accord sur un ensemble de mesures nécessaires pour aborder les domaines prioritaires ci-dessus.

Pour que la sécurité alimentaire devienne réalité, les dirigeants ont convenu d'une "amélioration soutenue" de la capacité de production et de la productivité, facilitant la circulation inter-frontière et interne de produits alimentaires sur la base d'infrastructure et réseaux améliorés.



Le développement et le maintien des centres TIC, tel que celui-ci à Port-Louis, demeure important pour l'intégration régionale

A cet égard, un Groupe de Travail composé de Ministres du Commerce, de l'Agriculture et des Finances sera instauré afin d'encourager la collaboration régionale et sera chargé de "se concentrer immédiatement sur la crise alimentaire en cours".

En ce qui concerne le changement climatique, les dirigeants se sont engagés à préparer et appliquer une adaptation nationale et régionale ainsi que des plans d'allègement.

Afin de parvenir à un développement économique basé sur la pauvreté, la conférence a noté la nécessité de promouvoir le développement adéquat du secteur financier y compris la micro-finance et le développement des petites et moyennes entreprises avec un emphase particulier sur la problématique des sexes.

De plus, les dirigeants ont conclu que la priorité doit être accordée à l'accélération de la mise en oeuvre de l'intégration régionale y compris à la libéralisation du commerce intra-régional, l'investissement trans-frontière et l'ajout de la valeur en améliorant l'environnement d'entreprise et d'investissement.

La conférence a résolu "de renforcer, développer et moderniser l'infrastructure" en mettant l'emphase sur des méthodes intensives de Travail et de Partenariats Publics Privés.

Le développement d'une éducation et de compétences pertinentes à tous les niveaux sera promu afin d'assurer une efficacité et productivité générales supérieures, et la relance des processus innovateurs préalables en palliant, entre autres, à la division digitale.

Un accès plus large aux services de santé, soins primaires de santé inclus, devrait constituer une priorité dans tous les États Membres tandis qu'il est également urgent d'accélérer les efforts de lutte contre le VIH et SIDA et autres maladies transmissibles.

En général, la conférence insiste sur la nécessité d'établir des partenariats stratégiques avec le secteur privé et la société civile afin de mobiliser les ressources financières et techniques "pour combattre la pauvreté à la racine".

La conférence a résolu "de travailler vers l'instauration d'un Observatoire Régional sur la Pauvreté chargé de superviser les progrès accomplis dans la mise en oeuvre des actions dans les domaines prioritaires d'éradication de la pauvreté."

Avec toutes les mesures en place, la conférence a insisté sur la nécessité d'acquiescer et développer une capacité adéquate au niveau du Secrétariat de la SADC et des États Membres afin de garantir une mise en oeuvre effective des programmes d'éradication de la pauvreté. □

Hausse des prix alimentaires globaux

Un problème ou une opportunité pour l'Afrique Australe?

par Richard Nyamanhindi

LES CHEFS d'Etats et de Gouvernement de la SADC se sont réunis à l'île Maurice à l'occasion de la Conférence SADC sur la pauvreté et le développement; et se sont engagés "à se concentrer immédiatement sur les problèmes alimentaires actuels en augmentant la production agricole."

Ceci, disent-ils, devrait être réalisé «en encourageant la collaboration régionale, en améliorant de façon durable la capacité de production et de productivité, et en facilitant la circulation transfrontière et interne des produits alimentaires sur la base d'infrastructure et réseaux de distribution améliorés.»

La SADC est tout à fait consciente du besoin urgent d'une sécurité alimentaire durable dans la région de manière à réaliser sa vision de bien-être économique, d'amélioration des conditions de vie et qualité de vie, de la liberté et justice sociale, de la paix et la sécurité pour ses populations.

Le mandat du Conseil d'Administration de la SADC sur l'Alimentation, l'Agriculture et les Ressources naturelles (FANR) est de développer, promouvoir, coordonner et faciliter les politiques et les programmes visant à accroître la production agricole et l'exploitation des ressources naturelles, et la productivité et le commerce avec pour objectif général d'améliorer la sécurité alimentaire et d'encourager le développement économique.

Une opportunité existe donc pour la région par le biais du FANR et autres organes de la SADC de mettre en place des mesures qui permettraient aux agriculteurs de la région de profiter des hausses globales des tarifs alimentaires afin de produire plus pour la région et au-delà.

D'autre part, des millions de personnes en Afrique Australe vivent dans la précarité alimentaire, avec pour



Les problèmes alimentaires actuels peuvent être résolus en améliorant la productivité agricole

conséquence que la nécessité d'assistance alimentaire et la hausse globale des prix a augmenté le coût de l'importation des denrées alimentaires pour certains États Membres.

Les statistiques disponibles de mars 2008 montrent qu'il y a eu une augmentation dans l'importation de céréales dans la région.

Les prix des céréales de base, de cette année commerciale, ont été beaucoup plus élevés qu'à la même période l'année dernière en raison d'une forte demande internationale et d'approvisionnement médiocres.

Les tarifs actuels du maïs, l'aliment de base le plus important dans la plupart des pays de la sous-région, sont généralement supérieurs à leur niveau correspondant une année plus tôt.

Cela signifie que la région devrait saisir l'opportunité offerte par la situation de pénurie alimentaire pour accroître la production.

La région de la SADC jouit d'une abondance de terre arable, de condition climatique

généralement favorable et de l'expertise pour le développement de la production agricole, et ceci peut être maximisé afin d'éviter les importations et de produire un surplus pour l'export.

Cependant avec la menace de fréquentes sécheresses dans la région causée par un nombre de facteurs dont le réchauffement global, la région a besoin de continuer à investir sérieusement dans le domaine de l'irrigation.

Il est également nécessaire de diversifier la production alimentaire, surtout en ce qui concerne les petits grains, résistants à la sécheresse réduisant ainsi la dépendance sur les importations.

Cependant, pour que la région augmente sa production, il est urgent de réexaminer et traquer les progrès vers des engagements adoptés par les dirigeants SADC il y a quatre ans lors de la Déclaration de Dar es Salam sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire.

A Dar es Salaam en mai 2004, les États Membres ont réaffirmé leur engagement pour accélérer le développement agricole, sur



Des terres vastes arables et un climat favorable présentent des opportunités pour améliorer la sécurité alimentaire dans la région, comme le démontre ces champs de riz à Madagascar

lequel plus de 70 pour cent de la population de la région dépend pour sa subsistance, revenu et emploi.

La stratégie multi-sectorielle de la Déclaration de Dar es Salaam contient une série convenue d'objectifs à court-terme (2004-2006). Ceci inclut la provision d'intrants agricoles clés; de développement et traitement agro-industriels; de contrôle des vermines et maladies des cultures et du bétail; de la production de la culture, bétail et pêcheries; et de la gestion de l'eau et de l'irrigation.

Pour les engagements à moyen et long terme (2004-2010), les dirigeants de la SADC ont convenu d'aborder la question de l'usage et de la gestion durables des ressources naturelles; la préparation aux catastrophes, la recherche, la technologie de développement et la dissémination; le financement agricole et l'investissement; le développement de la formation et des ressources humaines; la parité des sexes; et la santé humanitaire et la réduction du VIH et SIDA, et autres maladies chroniques.

Alors que les États Membres accélèrent l'exécution de la Déclaration et du Plan d'Action de Dar es Salaam, il y a encore le besoin de soutenir les mesures à moyen et long terme convenues comme moyen pour éliminer les déficits dans la production d'aliments de base tels que le maïs, le blé et le riz.

La coordination d'actions collectives et ponctuelles en réponse aux problèmes de la région dans le domaine de la production alimentaire peut être la tâche du Conseil d'Administration du FANR du Secrétariat de la SADC.

Le FANR peut également jouer un rôle important dans la création d'un environnement favorable pour l'intégration et la prospérité régionale à travers l'établissement de structures institutionnelles et politiques et à l'harmonisation des règles et réglementation pour la préservation des ressources génétiques phyto-végétales et animales de la région. □

Prévisions favorables pour la sécurité alimentaire en Afrique Australe cette saison

par Tigere Chagutah

EN AFRIQUE AUSTRALE, la saison agricole 2007/08 s'achève avec la récolte et le mouvement de produits à commercialiser, en cours.

Bien que les pluies de période de semence aient commencé plus tard que d'habitude, des précipitations excessives ont persisté pendant les mois de décembre et janvier à travers la région causant de sérieuses inondations dans de nombreuses zones en aval.

Ce fut le cas en particulier le long des bassins riverains du Mozambique, Zambie, Zimbabwe, Malawi et Madagascar.

Depuis février, les pluies ont diminué, et un climat sec, inclément a réapparu dans certains pays y compris le Zimbabwe, une partie du Botswana, le Sud du Malawi, le Sud du Mozambique, l'Est du Swaziland et le centre de la Zambie.

Cependant, malgré ces caprices météorologiques, les perspectives générales pour l'ensemble de la sous-région sont considérées comme favorables, marquant un recouvrement des dégâts de la saison sèche qui a sévit l'année dernière.

De plus, les hausses importantes des tarifs internationaux du pétrole et de l'engrais ont affecté l'usage d'intrants clés en agriculture, étouffant d'une certaine mesure les perspectives de récolte.

Les évaluations post-récolte menées en avril par le Réseau de Systèmes d'Alerte sur la Famine (FEWSNET) révèlent que cette année, une majorité des foyers dans une grande partie du Malawi, de la République Unie de Tanzanie, de la Zambie, et du Nord du Mozambique jouiront de la sécurité alimentaire.

Des zones d'insécurité alimentaire modérée sont prévues dans les régions affectées par des inondations localisées suivies de périodes de sécheresse inattendues entre février et mars 2008.

Cette saison, en Afrique du Sud, la zone productrice de maïs est officiellement évaluée à environ 3,2 millions d'hectares, une augmentation de 9,7 pour cent comparé à l'année dernière.

La Commission d'Évaluation des Cultures au Département National de l'Afrique du Sud estime que les entrées vont atteindre les 10,765 millions de tonnes, une augmentation de 51,1 pour cent par rapport à la récolte de l'année dernière.

Au Malawi, la large contribution de plans subsidiaires

et la pluviométrie favorable dans une grande partie du pays a contribué aux estimations de production préliminaire initiale de maïs, riz, et cassave supérieure à la moyenne des cinq années précédentes.

La production de maïs est supposée atteindre 3,283 millions de tonnes, ce qui représente une augmentation de 50 pour cent par rapport à la moyenne, mais une diminution de cinq pour cent par rapport à la saison passée.

En Namibie, des prévisions préliminaires suggèrent que

l'ensemble des régions cultivées a décliné de 14 pour cent comparé à la moyenne de six ans, principalement en raison de la venue tardive des pluies et d'inondation localisée.

Malgré cette réduction dans les zones plantées, les prévisions de production de céréales figurent à 125 000 tonnes, environ 5 pour cent au-dessus des six ans de moyenne et 10 pour cent de plus que l'année dernière lorsque la production a été affecté par la sécheresse et une pluviométrie irrégulière. □

Déclaration de Dar es Salaam sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire

LA DECLARATION de Dar es Salaam de mai 2004 a identifié un certain nombre de domaines prioritaires sur lesquelles les États Membres de la SADC ont convenu de se concentrer à court terme (2004-2006) et à moyen et long terme (2004-2010) pour parvenir la sécurité alimentaire pour la région.

Dans les mesures à court terme incluent la nécessité pour les États Membres de garantir la disponibilité et l'accès d'intrants

agricoles clés pour les exploitants agricoles.

En plus, le sommet a également souligné la nécessité de fournir une assistance spécifique aux agriculteurs vulnérables avec des intrants clés tels que des variétés de semence améliorée, de l'engrais, des produits agro-chimiques, des services de labourage et des outils agricoles, considérés critiques pour une production agricole accrue dans la région.

Parmi les mesures de moyen à long terme, les dirigeants ont pris sur eux d'assurer que d'ici cinq ans tous les États Membres "augmentent progressivement le financement du secteur agricole d'au moins 10 pour cent des budgets nationaux conformément à la Déclaration de l'Union Africaine issue à Maputo en juillet 2003, sur l'Agriculture et la Sécurité Alimentaire."

Progrès de l'exécution de la Déclaration de Dar es Salaam

Engagement	Status de la phase d'exécution
Allocation de 10 pour cent des budgets nationaux à l'agriculture et au développement rural	Bien que la majorité des pays aient augmenté de manière substantielle leurs allocations budgétaires au secteur agricole, les montants n'ont pas atteint les 10 pour cent convenus, sauf quelques exceptions.
Développement d'un système régional de réserve alimentaire	Des recherches ont été menées en 2006 sur les modalités et les stratégies pour le développement d'un système régional de réserve alimentaire, mais très peu à été fait depuis pour que ce projet devienne une réserve.
Amélioration de l'accès au marché	La volatilité des prix de produits agricoles n'a pas facilité de grand changement dans l'accès à ces marchés. Localement, l'accès aux marchés est entravé par un système routier médiocre dans certains États Membres d'où le besoin d'accélérer le développement d'infrastructure.
Gestion des eaux et irrigation	Malgré la lenteur d'exécution entravant leur potentiel total, des projets d'irrigation sont en cours d'exécution dans les États Membres de la SADC.
Provision d'intrants	Mise en place d'initiatives au niveau national pour assurer la viabilité des semences et engrais. De plus la coopération en cours entre les États Membres assurera un accès à portée des pays sujets à des pénuries.

Source: FEWSNET, SADC

Le développement commence dans les zones rurales -- Guebuza

LE POINT de départ pour le développement du Mozambique se trouve dans les zones rurales, déclare le Président Armando Guebuza dans son discours d'ouverture lors du sommet annuel de la Banque Africaine de Développement.

"Nous surmonterons les obstacles à l'émancipation économique en faisant des zones rurales le noyau du développement," expliqua Guebuza, ajoutant que l'infrastructure de transport et de communications est nécessaire pour connecter les régions et "les centres de production et de consommation."

Il a prévenu que les problèmes de pauvreté ne peuvent être résolus "par la simple libéralisation des prix".

"Au contraire, la réalité nous montre que dans les campagnes, les mesures prises pour libéraliser et assouplir l'économie peuvent produire les effets opposés, en l'absence de mesures structurelles qui cherchent à traiter avec les causes de l'isolement des zones rurales du reste de l'économie nationale."



Président Armando Guebuza

Mais le libre fonctionnement des marchés "présuppose l'existence d'infrastructures qui facilitent ces liens."

Il ajouta que le développement nécessite une forte

participation des bénéficiaires, y compris du secteur privé.

Concernant la brusque hausse des prix du pétrole et des grains, Guebuza a prévenu que ceux-ci "ont un impact sur le secteur productif, sur la balance des paiements et sur le statut budgétaire."

"Ceci n'est pas simplement un problème de sécurité alimentaire. Nous sommes confrontés à un problème social et économique de large envergure."

"Nous devons agir de manière à évaluer la montée des prix du pétrole," conseilla-t-il.

Le Ministre de la Planification et du Développement, Aiuba Cuereia, actuel président du Conseil des Gouverneurs de la BAD, a noté qu'aujourd'hui le prix de la tonne de riz est passé de 373\$US à 760\$US dollars.

Le blé a atteint les 412\$US la tonne, et même le maïs, aliment de base d'une grande partie de l'Afrique, a augmenté de 29 pourcent, de 171 à 220 dollars la tonne. (AIM Telinforma) □

"Il est temps pour l'agriculture en Afrique de devenir une entreprise viable"

LE PRÉSIDENT de la Banque Africaine de Développement (BAD), Donald Kaberuka s'est fait l'écho de l'approche de Guebuza, en disant que l'état doit jouer un rôle vital pour le succès d'une révolution en Afrique, et l'investissement privé seul n'est pas suffisant.

Il faut qu'il y ait "une multitude d'investissement privé et un rôle plus important pour l'état."

"Les investisseurs privés peuvent probablement investir dans leur propre système d'irrigation," dit-il, "mais ils ont besoin d'infrastructure, intrants et marchés de produits qui fonctionnent, des institutions de recherche qui font leur travail et des politiques qui soient stables. Seul l'état est le mieux équipé pour faciliter ces dernières."

"Durant les années d'ajustement structurel, il semble que beaucoup de capacité dans ce secteur (agriculture) aient été réduites au minimum".

Kaberuka a ajouté que les difficultés alimentaires sont un obstacle supplémentaire qui testera la capacité de l'Afrique à gérer les risques et surmonter les nouvelles menaces, il faudrait le considérer juste comme un défi à relever.

"Peut-être que si une assistance de qualité est offerte à nos fermiers ruraux, cela pourrait devenir l'opportunité qu'ils attendaient, où l'exploitation agricole

qu'elle soit à grande ou petite échelle, devienne finalement une entreprise viable plutôt qu'une source de maigre revenue.

"L'heure est venue pour l'agriculture en Afrique de devenir une entreprise viable."

Kaberuka indiqua que les réponses à court, moyen et long terme au problème de sécurité alimentaire implique une coordination globale parmi les agences bancaires de concert avec les gouvernements pour:

- o garantir que les marchés fonctionnent de manière efficace;
- o accorder plus de capacité aux ministres de l'agriculture;
- o mettre en place des politiques qui soient pro-femmes;
- o établir le mécanisme africain sur les semences pour lequel le financement a été garanti, ainsi qu'un certain plafond de subvention pour les engrais; et
- o construire des infrastructures telles que des réseaux routiers et des systèmes d'irrigation. □

Le Japon prévoit de doubler son assistance à l'Afrique dans les cinq années à venir, avec pour focus: l'infrastructure

LE JAPON a promis de doubler, sur les cinq années à venir, l'assistance officielle allouée à l'Afrique à environ US\$1,9 milliard par an d'ici 2012, déclara le Premier Ministre Yasuo Fukuda lors de la Quatrième Conférence Internationale de Tokyo sur le Développement Africain (TICAD) en mai.

Fukuda ajouta que le Japon fournirait également de manière "proactive et souple" jusqu'à US\$4 milliard de prêt à taux bonifié pour l'Afrique sur les cinq prochaines années.

Il mit en avant l'importance accordée au développement de l'infrastructure, en disant que l'expérience du Japon et d'autres pays d'Asie démontre que l'amélioration de l'infrastructure des transports joue un rôle critique pour attirer l'investissement privé.

"Le Japon souhaite s'engager dans des efforts assidus pour joindre les réseaux routiers non connectés, et souhaite combiner ces efforts avec la modernisation des ports de manière à former un réseau, un réseau qui permettrait à l'Afrique dans son ensemble de progresser avec un dynamisme plus intense," expliqua-t-il.

Ceci devrait être "l'infrastructure du peuple" qui amène la prospérité aux communautés et population qui y vivent, dit Fukuda, en ajoutant que les compagnies japonaises auront un intérêt plus poussé dans l'Afrique lorsque l'infrastructure est améliorée et cela facilitera le transfert des technologies et des expériences de gestion.

Au sommet du TICAD, le président de l'Union Africaine (UA),

Les finances de la BAD sont "très fiables", Kaberuka

MALGRÉ les crises financières internationales, les finances de la Banque Africaine de Développement "demeurent très fiables, et notre risque de capacité de spéculation reste robuste", expliqua Kaberuka, en ajoutant que la BAD a prévu d'ouvrir des succursales en Angola et en Algérie, atteignant le complément total de 25 dans un processus complexe de décentralisation. □

Président Jakaya Kikwete de la République Unie de Tanzanie, a souligné qu'il est impératif d'encourager les grandes compagnies des pays riches tout comme au Japon afin d'accélérer le développement en Afrique grâce à l'apport d'investissement.

Kikwete cita des statistiques montrant que les compagnies japonaises ne sont pas encore d'importants investisseurs en Afrique; Il dit que des US\$108,5 milliard investis à travers le monde entre 2002 et 2006, seul 0,4% furent alloués à l'Afrique.

De la totalité des investissements japonais en Afrique, 85 pourcent furent accordés à deux pays (l'Afrique du Sud et l'Égypte) et les 15 pourcents restants furent distribués parmi les 52 nations africaines. □



ENERGIE

EN AFRIQUE AUSTRALE



Le commerce de l'énergie est à son apogée

par Richard Nyamanhindi

LE COMMERCE de l'énergie permet aux pays d'acheter et vendre un surplus d'électricité par le biais d'un réseau de câbles électriques et de centrales de relai annexes en constante expansion, renforçant ainsi l'accès à l'approvisionnement d'électricité pour des objectifs d'usage en entreprise et résidence grâce au négoce transfrontière.

Le commerce a été florissant parmi les États Membres Continentaux de la SADC et le négoce en électricité a augmenté de 20% en mars selon le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP).

L'augmentation des transactions a été facilitée par l'apparition d'interconnecteurs régionaux qui sont tombés en panne le mois précédent, dans une situation qui a forcé le réseau SAPP à fonctionner en tant que trois entités séparées.

Des projets tels que le Plan Quinquennal récemment conclu entre Eskom - Afrique du Sud et le gouvernement mozambicain afin de produire 250 MW d'électricité supplémentaires à partir de la centrale de Cahora Bassa a contribué à l'augmentation du commerce de l'énergie entre ces deux pays.

L'accord fut signé au Mozambique en début avril, permettant à Cahora Bassa de mettre 250MW à la disposition d'Eskom à partir de son cinquième générateur, d'où une capacité totale d'import de 1500MW pour Eskom à partir de Cahora Bassa. EDM, le service publique mozambicain, recevra également

50MW de capacité supplémentaire du cinquième générateur de Cahora Bassa.

Les 250MW de capacité pour Eskom est en surplus de l'accord en cours à long terme entre Cahora Bassa et Eskom.

Une centaine de megawatts de cette capacité supplémentaire a déjà été livrée à partir de mars de cette année et sera augmenté dans les semaines à venir.

L'électricité sera fournie sur un réseau s'étendant du Zimbabwe et Botswana au réseau sud africain par le biais d'une connection de Courant Direct à Haute Tension (HVDC).

Cette année verra aussi la finalisation de deux projets interconnecteurs entre la Zambie et la Tanzanie et un autre entre la Zambie et la RDC, une situation qui pourrait faciliter la capacité supplémentaire de 660MW dans la région.

Combiné à cela, il y a les améliorations dans la coopération régionale au moyen d'accords intergouvernementaux tels que l'accord ZESA-NamPower au cours de l'année dernière pour réorganiser la centrale de Hwange.

Il ne fait aucun doute que ces projets aient réduit l'inadvertance de la distribution d'électricité ainsi que les fluctuations qui ont affecté la région dès le début de l'année.

Avec la plupart des États Membres de la SADC à l'exception des états îliens - Maurice et Madagascar, membres du Pool Régional d'Énergie, le financement de projets à capitaux

intensifs pour la génération d'énergie devra être facilité comme convenu lors du sommet SADC du Groupe Ministériel de Travail sur la Mise en Œuvre de Projets du Secteur de l'Énergie, tenu au Botswana en février.

Les services de production d'électricité qu'ils soient hydroélectriques, houilliers, solaires ou nucléaires, sont des entreprises excessivement onéreuses. Les états membres se sont rendus compte que la force est dans la multitude et ont combiné leurs ressources communes.

L'Afrique du Sud, le Mozambique et le Swaziland, par exemple, sont devenus les membres tri-nation de l'Initiative de Développement Spatial de Lubombo (LSDI), nommé d'après la chaîne de montagne commune à ces pays.

Les trois nations ont bénéficié des besoins en énergie de Mozal - la Nouvelle Raffinerie d'Aluminium, située aux abords de Maputo, capitale du Mozambique.

Les services publiques des trois nations ont formé une nouvelle compagnie MOTRACO pour construire et gérer l'alimentation en électricité, offrant à 800 personnes des postes permanents et créant 9 000 emplois durant la phase de construction.

Le pétrole est une source d'énergie essentielle qui est transformée pour satisfaire au besoin de l'Afrique Australe, et pour approvisionner les industries en expansion.

En 2002, la compagnie gouvernementale de stockage de pétrole du Mozambique, Petromoc,

s'est lancée dans une entreprise commune réussie avec la firme sud africaine d'énergie - Sasol, augmentant ainsi le commerce de l'énergie entre les pays.

"Du point de vue du Mozambique, les entreprises communes, offrent le capital dont nous avons besoin pour exploiter notre marché en expansion de consommateurs de pétrole privés et industrialisés. Les partenaires gagnent accès à la base de ce marché bourgeonnant, selon l'explication récente de Salvador Namburete, Ministre de l'Énergie du Mozambique.

Le charbon est le troisième pilier de l'infrastructure régionale d'énergie. Le secteur minier jadis florissant du Swaziland a été réduit à une seule mine de charbon. Cependant, la production est encore raisonnable grâce au commerce accru avec l'Afrique du Sud.

Les secteurs d'énergie de la région sont confrontés au même problème que les autres segments des économies des diverses nations: comment habiliter un plus grand nombre d'entrepreneurs auparavant défranchisés afin qu'ils tirent profit de ce secteur lucratif.

Cependant, pour que le commerce de l'énergie soit de profit durable à la région, il est indispensable d'avoir un suivi sur les promesses internationales faites pour financer les projets régionaux d'infrastructure y compris sous l'égide du Nouveau Partenariat pour le Développement en Afrique (NEPAD). □



La région SADC devient plus interconnectée

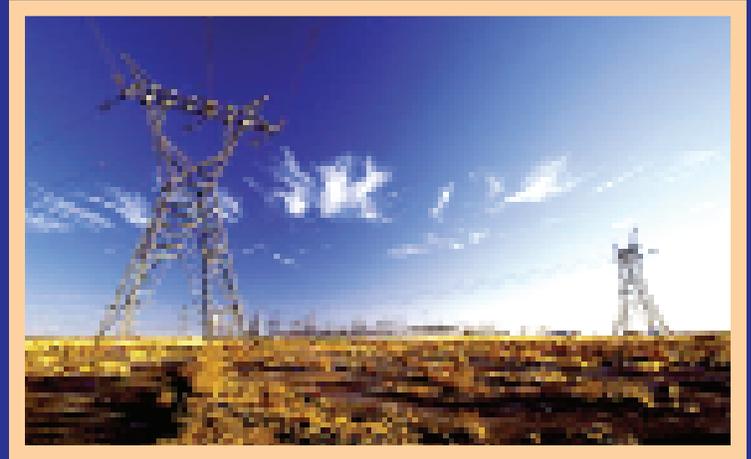
Quatre pays de la région SADC vont s'embarquer dans le projet de construction d'une ligne de transmission d'énergie interconnectée de 330KV qui vise à améliorer la distribution d'électricité parmi les services publiques.

Les Autorités d'Approvisionnement en Électricité du Zimbabwe (ZESA), la Corporation d'Énergie du Botswana (BCP), NamPower de la Namibie et la Compagnie Anonyme d'Approvisionnement en Électricité de la Zambie

(ZESL) vont signer un protocole d'accord pour le projet.

Ceci impliquera la construction d'une ligne de transmission de courant alternatif haute tension à partir de Hwange en passant par les Chutes Victoria à la Centrale annexe Zambezi en Namibie.

Le projet prévoit d'interconnecter les réseaux d'électricité de la Namibie, Zambie, Zimbabwe, RDC, Mozambique et Afrique du Sud afin de créer une alternative pour l'acheminement de l'import/export en électricité. □



Les ministres de la SADC délibèrent sur les pénuries régionales d'énergie

par Richard Nyamanhindi

LES MINISTRES régionaux de l'énergie ont convenu de raviver le réseau national pour la planification de l'énergie électrique afin de compléter le plan de recouvrement d'énergie établi il y a quelques semaines dans le but d'aborder la question des pénuries d'électricité qui sévissent dans la région.

Le plan contiendra des programmes et activités prioritaires couvrant l'ensemble du secteur de l'énergie, dont la révision est prévue tous les cinq ans.

Il cherche à intégrer la conservation d'énergie, les partenariats régionaux sur l'énergie, la Conservation d'Énergie dérivée de la Biomasse et la Capacité de Surplus d'Énergie entre autres mesures afin de diminuer les coupures d'électricité.

À la fin du mois d'avril, les ministres de la SADC chargés de l'énergie, qui se sont réunis à Kinshasa, RDC ont également pris note de l'importance de relancer le Programme de Formation sur la Planification de l'Énergie et la Gestion Environnementale, qui s'est terminé en février 2008.

La réunion était présidée par le Ministre Zambien de l'Énergie et de la Gestion des Eaux, Kenneth Konga et fut précédée le 28 et 29 avril par une réunion préparatoire des officiels régionaux supérieurs du secteur de l'énergie.

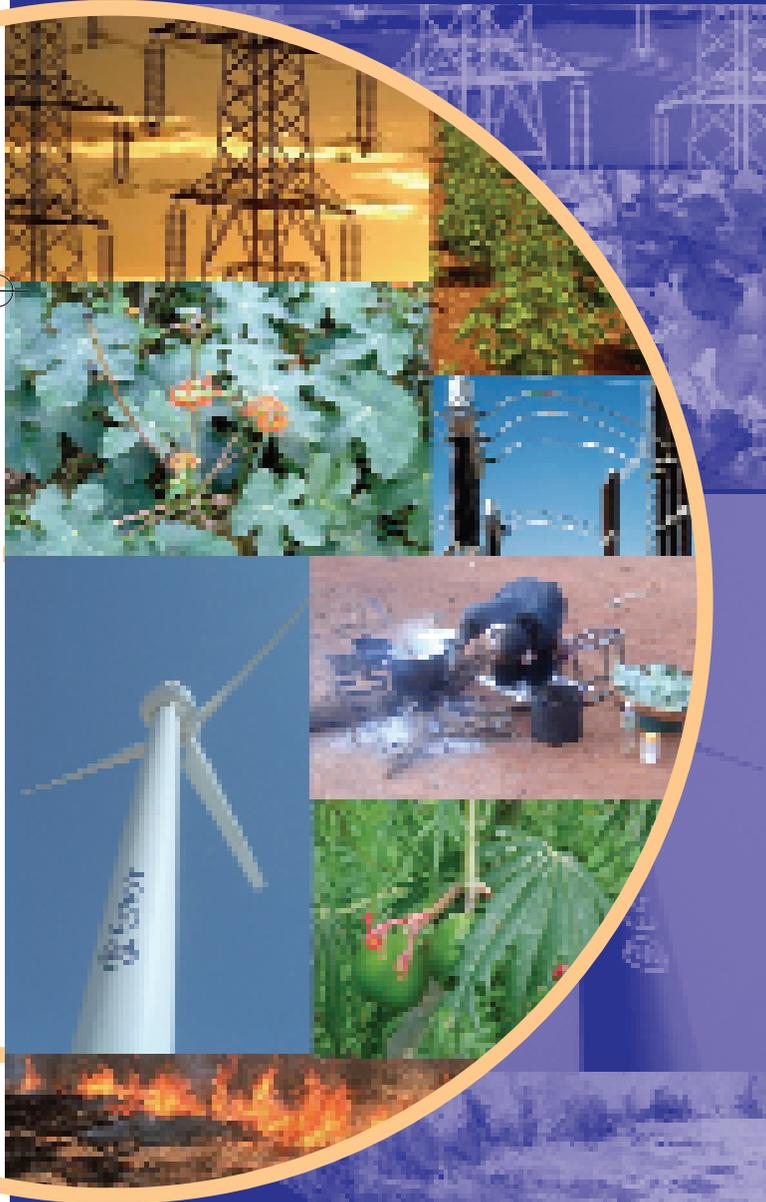
Les ministres de l'énergie ont pris note des difficultés auxquelles la région est confrontée en ce qui concerne la réalisation de son mandat qui est de fournir une énergie fiable et rentable pour sa population. Ces difficultés sont alimentées en particulier par la baisse de la capacité installée dans les secteurs de l'énergie.

À la lumière de ces problèmes, les ministres ont réexaminé le Programme Régional SADC sur l'Énergie, en particulier en prenant connaissance du prochain sommet consultatif sur l'énergie en fin d'année qui est supposé mettre à jour le Plan SADC d'Activité sur l'Énergie qui sera mis en place d'ici décembre 2008.

"Le plan contiendrait des programmes et activités prioritaires couvrant l'ensemble du secteur de l'énergie qui inclue la conservation et l'augmentation de la capacité et qui serait révisé tous les 5 ans," nota un communiqué de presse des Ministres à la suite du sommet.

De plus, les ministres ont discuté des activités sur l'énergie visant au renouveau du Réseau Régional pour la Planification d'Énergie, au sein duquel le Pool d'Énergie de l'Afrique Australe et les Services publics individuels développeront un plan sur l'usage et la conservation de l'énergie.

Cependant en vue de l'importance des sources alternatives d'énergie



LA REMISE À NEUF DE CAHORA BASSA SIGNIFIE PLUS D'ÉLECTRICITÉ POUR LA RÉGION

L'Hydroelectrica du Mozambique, centrale de Cahora Bassa (HCB), la compagnie qui gère le barrage de Cahora Bassa, est occupée à remettre à neuf la centrale électrique, ce qui lui permettra d'augmenter la production

d'électricité à vendre dans les nations voisines.

Une grande partie de la capacité de production de Cahora Bassa de 2 075 megawatts est vendue en Afrique du Sud.

La remise à neuf coûtera US\$60 million à HCB, et sous la

gestion d'un nouvel accord quinquennal Cahora Bassa exportera 250 MW de plus en Afrique du Sud, totalisant ainsi 1 500 MW.

HCB approvisionnera également 50 MW de plus à l'EDM (Electricidade de Moçambique) à partir de la cinquième turbine géante. EDM reçoit 400 MW de la part de HCB.

Il y a cinq turbines énormes à Cahora Bassa, chacune capables de générer 415 MW.

Tout comme d'autres pays de la région, l'Afrique du Sud est en proie aux pénuries d'électricité, d'où les sérieuses pannes de janvier, forçant les mines à suspendre leurs opérations

pendant plusieurs jours pour des questions de sécurité.

La manoeuvre diminuera probablement les coupures d'électricité en Afrique du Sud et permettra de libérer plus d'électricité à ses voisins, victimes de pannes en début d'année.

L'électricité d'HCB alimente la région à travers un réseau qui s'étend sur la grille du Zimbabwe au Botswana à l'Afrique du Sud.

L'électricité de Cahora Bassa est également vendue au Botswana (40 MW), Zimbabwe (200 MW), ce qui laisse 80 MW pour d'autres clients tels que le Malawi et la Zambie. La Tanzanie, qui importe actuellement de l'électricité à partir de la Zambie, a également exprimé son intérêt quant à l'achat d'électricité à partir de Cahora Bassa.

Le Service Public Sud Africain, Eskom, est également en train de négocier avec le Zimbabwe Electricity Supply Authority (ZESA) pour la remise à neuf de trois centrales ayant une capacité de production combinée de 500 MW.

Le Mozambique recherche aussi des fonds, promis par Eskom, pour la construction d'un nouveau barrage sur le fleuve du Zambèze, à 60 km en aval de Cahora Bassa. □



telles que la biomasse dans le domaine de l'approvisionnement, les ministres ont chargé le Secrétariat de la SADC de travailler en concertant et consolidant leurs efforts afin d'identifier des financements pour la Phase IV proposée, qui est supposée assurer la prestation des services d'électricité et la gestion environnementale au niveau rural.

En notant la hausse des prix du pétrole, les ministres SADC de l'énergie ont exigé l'instauration immédiate d'un programme régional élaboré sur les bio-carburants.

D'importance pour les Ministres était le rapport du Groupe Ministériel de Travail qui s'est réuni au Botswana en février et après avoir délibéré sur le statut de la capacité de Surplus d'Électricité dans la région, il fut noté ce qui suit:

- ◆ En avril 2008, la capacité disponible était d'environ 47 067 MW comparé à 43 518 en décembre 2007;
- ◆ La différence entre la capacité installée et disponible tourne autour des 8 000 MW;
- ◆ En 2007, un total de près 1 700MW a été commandé en Angola, Afrique du Sud et Swaziland contre un objectif de 1 925MW;
- ◆ En 2008, le SAPP a prévu de commander 1 757MW contre un objectif prévu de 2 014MW;
- ◆ Des projets à long terme devraient être mis en oeuvre entre 2008 et 2025

et devraient fournir 44 000 MW d'électricité supplémentaire.

Les ministres ont examiné et approuvé les structures proposées afin d'accélérer la mise en place de projets d'énergie qui incluent des groupes de projet englobant les services publics et les dépositaires indépendants dans l'industrie d'approvisionnement en électricité.

Ils ont également noté la nécessité de renforcer les structures existantes telles que le Groupe Ministériel de Travail sur l'Énergie, le Secrétariat de la SADC et les institutions subsidiaires de la SADC telles que SAPP et RERA.

La prochaine réunion du Groupe Ministériel de Travail sur l'Énergie est prévue en Afrique du Sud en décembre 2008. □



Ressources renouvelables

Là où souffle le vent, l'énergie suivra

LA PREMIÈRE ferme éolienne d'Afrique du Sud a commencé à générer de l'électricité dans le village de Darling, près de la Ville du Cap.

La ferme éolienne a été inaugurée par le Ministre des Minéraux et de l'Énergie, Buyelwa Sonjica, qui a actionné l'interrupteur symbolique pour enclencher les quatre turbines.

Elle a reconnu qu'ils existent de nombreux obstacles, "mais nous devons écarter tout retard. La route a été longue pour

atteindre cet événement marquant."

Le ministre expliqua que la ferme éolienne a prouvé que les projets d'énergie renouvelables sont "faisables", ajoutant que l'inauguration vient à point nommé " alors que nous sommes confrontés à des problèmes d'approvisionnement."

Elle expliqua que l'énergie éolienne pourrait satisfaire jusqu'à neuf pourcent des besoins du pays en électricité et beaucoup plus dans les provinces côtières. Le gouvernement sud africain a

alloué 1 milliard de Rand aux projets d'énergie renouvelable.

L'électricité générée par la ferme sera vendue à la Ville du Cap à un tarif préférentiel dans le cadre d'un accord à long terme pour la provision d'énergie.

Le directeur général de la Centrale d'Énergie Éolienne de Darling est un ingénieur autrichien, Hermann Oeisner, qui vit en Afrique du Sud depuis plus de 20 ans et dont la détermination a finalement vu la réalisation de la ferme éolienne.

L'énergie éolienne compte actuellement pour presque plus d'un pour cent de la génération d'électricité au monde. Le Danemark mène la voie, le vent fournit 27 pour cent de ses besoins en énergie, suivi de l'Espagne et du Portugal qui en produisent neuf pour cent. □

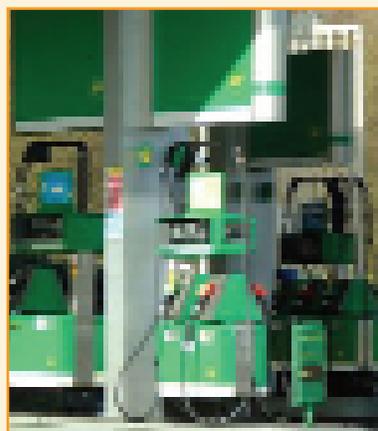
Lentueur du retrait graduel de carburant à base de plomb, au sein la SADC

UNE MAJORITÉ de pays de l'Afrique Australe utilisent encore l'essence à base de plomb bien après l'expiration du délai convenu d'utiliser du carburant moins nocif pour l'environnement d'ici le début de l'année 2006.

Le Botswana, l'île Maurice, la Namibie, l'Afrique Australe et la Zambie ont arrêté d'utiliser de l'essence à base de plomb conformément à un engagement pris par les nations africaines en 2002 d'utiliser uniquement de l'essence sans plomb, moins nocive pour l'environnement et la santé humaine.

L'île Maurice était le premier État Membre de la SADC à progressivement supprimer l'essence à base de plomb en août 2002.

Conformément à l'engagement pris en 2002, le gouvernement zambien a récemment informé tous les dépositaires du secteur du pétrole qu'à partir d'avril 2008, il a prévu de fournir une gamme complète de carburants sans plomb pour convenir à tous les type de véhicules.



L'essence sans plomb est moins nocive pour l'environnement et la santé humaine

Deux types de carburants sans plomb seront disponibles sur le marché zambien et ce sont l'essence sans plomb et avec substitut de plomb - (LRP).

Avec ce nouveau développement, le sans plomb 91 et le carburant LRP 91 seront vendus en Zambie. Les deux carburants sont classés à 91 dans la classification octane de carburant.

L'initiative d'éliminer le plomb du pétrole au sein de la SADC a gagné en dynamisme après le Sommet Mondial de

2002 sur le Développement Durable (SMDD) en Afrique du Sud, qui a eu pour résultat le lancement d'un Partenariat pour des carburants et Véhicules Propres.

Le partenariat cherche à améliorer la qualité de l'atmosphère à travers le monde en développement en encourageant le déploiement de carburant plus propre, tel que le sans plomb et l'essence à basse teneur en soufre et le diesel, et d'améliorer les technologies telles que les convertisseurs catalytiques qui peuvent substantiellement éliminer les fumées de pots d'échappement.

Cependant, les progrès vers une suppression complète de l'essence ordinaire dans la région de la SADC ont été lents, avec la plupart des pays avouant qu'ils ne sont pas prêts à passer aux carburants soit-disant "plus propres".

Par exemple, le Mozambique et le Zimbabwe déclarent qu'ils ne supprimeront l'essence ordinaire qu'après avoir résolu les problèmes logistiques. □

Les Bio-carburants relanceront l'économie mozambicaine

LE GOUVERNEMENT mozambicain a décidé d'allouer les terres agricoles non utilisées à la cultivation du jatropha - une plante utilisée pour la production de bio-diesel.

Le Jatropha possède l'avantage d'être résistant à la sécheresse, puisqu'il nécessite très peu d'eau pour bourgeonner et peut ainsi pousser sur des terres auparavant non utilisées.

La plante a prospéré au Mozambique, avec des investisseurs actuels en phase de récolte sept mois seulement après avoir planté. Convaincus du succès de l'investissement, 2500 ha ont été ensemencés.

En plus de bénéfices économiques directs, les projets ont créé des centaines de nouveaux emplois.

Bien que les niveaux de production soient encore modestes, la plupart des investisseurs espèrent bientôt se lancer dans l'export, et être actifs sur le marché du bio-ethanol et bio-diesel. □

La Zone de Libre Échange se profile à l'horizon

par Munetsi Madakufamba

LE LANCEMENT d'une Zone de Libre Échange SADC en août de cette année introduira une nouvelle ère d'intégration économique avec un vaste marché de plus de 200 million de personnes.

La Zone de Libre Échange sera officiellement lancée en août durant le Sommet de la SADC qu'accueillera l'Afrique du Sud, qui accède par rotation à la présidence de la SADC.

Lorsque les dirigeants de la SADC signèrent le Protocole Commercial en 1996, ils avaient signalé leur intention de réduire les barrières tarifaires et non-tarifaires au commerce au sein de la région. Ce processus commença en septembre 2000 lorsque les deux-tiers des États Membres eurent ratifié le protocole.

D'où, durant ces huit dernières années, la mise en oeuvre par les États Membres du Protocole Commercial - Vision 2008 afin de garantir que 85 pour cent de toutes les lignes de produits soient commercialisées à des tarifs nuls. Le processus implique, entre autres, de convenir des règles d'origine et d'éliminer les barrières tarifaires et non tarifaires.

Les règles d'origines sont désormais en place et le Certificat SADC d'Origine est de plus en plus reconnu parmi les États Membres.

Au début de l'année 2008, certains États Membres étaient, paraît-il, en retard sur la question de l'élimination des barrières tarifaires et non-tarifaires au commerce bien que le Secrétariat de la SADC reste confiant que d'ici août, toutes les parties au Protocole Commercial y auront adhéré.

Cependant, la totalité des 14 États Membres de la SADC ne font pas tous parties de la Zone de Libre Échange, s'est le cas de l'Angola et de la République Démocratique du Congo qui n'appliquent pas le Protocole Commercial, et ont demandé un délai supplémentaire.

Pour les États Membres de la SADC, la Zone de Libre Échange offrent des opportunités et des difficultés.

Beaucoup d'économies SADC sont trop modestes pour soutenir une vaste gamme d'investissements viables et productifs, et en tant que telle, la Zone de Libre Échange fournira l'opportunité de bénéficier d'un marché domestique agrandi qui

pourrait stimuler la croissance économique grâce à des économies d'importance et d'efficacité améliorées.

À 25 pour cent, le commerce intra-SADC est encore bas et est largement concentré dans les pays de l'Union Douanière de l'Afrique Australe (SACU) - Botswana, Lesotho, Namibie, Afrique du Sud et Swaziland.

Les statistiques officielles montrent plus en détail que les pays de la SADC attirent seulement 1 pour cent de l'investissement direct étranger global, une performance de taille pour ce qui est d'une grande partie des sous-régions en Afrique, mais encore modeste.

Dans ce contexte, la progression de la SADC vers une Zone de Libre Échange devient une option attrayante dans la mesure où elle augmentera les avantages compétitifs et la performance commerciale ainsi que de renforcer les chances d'attirer l'investissement direct étranger.

Les opportunités ne sont pas limitées à la Zone de Libre Échange. Le plan stratégique de la SADC envisage une intégration économique plus poussée et une coopération grâce à la création

d'une Union Douanière en 2010, d'un Marché Commun d'ici 2015, d'une Union Monétaire d'ici 2016 et d'une Devise Unique d'ici 2018.

Cependant, les progrès vers une intégration économique plus profonde sont entravés par des craintes persistantes dans nombres de pays. Ceci inclut la nécessité de protéger les industries naissantes et la crainte que les produits des grandes nations exportatrices telles que l'Afrique du Sud ne submergent les marchés des petites économie, causant ainsi l'effondrement de leurs industries.

Au delà de ces craintes, certains États Membres sont confrontés à des contraintes et difficultés dans leur quête pour libéraliser le commerce surtout dans des circonstances où ils comptent beaucoup sur les revenus douaniers. Dans de tels cas, un mécanisme de compensation directe pourrait être nécessaire pour amortir les budgets nationaux et empêcher que les États Membres ne s'endettent.

D'autres contraintes entravant le commerce intra-régional incluent les coûts élevés des transactions échues, par exemple, l'infrastructure inadéquate du transport, de l'information, des communications et de l'énergie ainsi que toutes les procédures restrictives des douanes et de l'immigration.

Il n'est donc pas surprenant que la SADC ait accordé une haute priorité à la mise en oeuvre de projets d'infrastructure afin de soutenir une intégration économique plus profonde comme ce fut le cas lors du Sommet SADC 2007 à Lusaka durant lequel les dirigeants ont débattu sur de telles questions.

Dès qu'elle sera complètement fonctionnelle, il ne fait aucun doute que la Zone de Libre Échange mènera à des innovations continues, à de meilleurs produits, à des épargnes et investissements accrus, à des emplois mieux rémunérés et permettra à d'avantage de produits d'être à la portée des consommateurs de la SADC à des prix abordables. □



US\$20 milliards sont nécessaires pour financer l'infrastructure de transport

LA SADC cherche à mobiliser US\$20 milliard pour les systèmes de transport en surface et les projets de développements portuaires alors qu'elle configure une carte routière pour un commerce intra-régional accéléré et une union douanière d'ici 2010.

Le bloc régional a proposé des zones d'investissement prioritaires dans des corridors commerciaux donnés et esquisse la voie à prendre avec l'assistance des partenaires coopérants internationaux sur le programme de développement du corridor de la SADC.

A un niveau ministériel supérieur, lors de la réunion sur la révision des corridors de la SADC

récemment tenue en Namibie, les délégués ont exploré les structures institutionnelles requises afin de mettre en oeuvre le développement d'infrastructures des corridors aux niveaux nationaux, transfrontières et régionaux.

Le directeur principal en exercice de la SADC, Remmy Makumbe explique que le développement et l'expansion du réseau routier, du réseau ferroviaire et des ports exigera US\$20 milliard, le financement duquel est supposé provenir des états membres et des partenaires coopérants.

Makumbe indiqua que le commerce intra-SADC exigera

une infrastructure de transport vibrante, ajoutant que les pays le long du littoral et les six États Membres enclavés de la SADC devraient pouvoir joindre leurs forces et créer une infrastructure de transport sans faille entre les ports et l'arrière pays de la SADC.

"Nous examinons également le statut de mise en oeuvre des corridors que nous avons dans la SADC et dans quelle mesure les programmes de développement de ces corridors sont-ils exécutés," expliqua Makumbe, ajoutant qu'à moyen terme, la région a prévu de dépenser US\$20 milliard uniquement pour le transport en surface. □

La Chine construit un chemin de fer à travers l'Afrique Australe

DES PLANS sont à l'étude par le Gouvernement Chinois pour construire une ligne de chemin de fer à travers l'Afrique Australe, de l'Angola sur la côte ouest à la Tanzanie sur côte est de la sous-région.

La ligne de chemin, qui s'étirera de Luanda à Dar es Salaam, réduira la dépendance sur Durban et Mombasa en qualité de port de débarquement pour les négociants venus de l'est.

La hausse des tarifs du pétrole affectera le secteur des affaires dans la région

LES ENTREPRISES de la région SADC se préparent pour un deuxième semestre difficile alors que la montée en flèche des prix du pétrole va probablement boycotter les prévisions de croissance économique positive.

Les économistes ont exhorté les entreprises à être plus innovatrices et à adopter des méthodes de production d'énergie plus efficaces à la suite de la hausse globale des prix du pétrole qui ont atteint les US\$139 le baril en début juin.

Les problèmes qui affectent les marchés du pétrole créent un climat d'incertitude intense et une augmentation globale des prix.

Les économies de l'Afrique Australe ressentent déjà les effets de l'inflation, en partie à cause de la hausse des transports et autres coûts opérationnels.

Par conséquent, la hausse des prix du pétrole peut ralentir l'économie régionale cette année, ce que la Banque Africaine de Développement avait prédit en mai à un taux de 6,5% par an. □

En 2001, la Chine s'est engagée à financer la réhabilitation de la voie ferrée Tanzanie- Zambie longue de 1 860-kilomètres - (Tazara) construite par le gouvernement chinois en tant que subvention dans les années 70.

Le chemin de fer relie la ville portuaire de l'Océan Indien, Dar es Salaam en Tanzanie et son terminal de Kapiri Mposhi en Zambie, qui sera alors prolongée, en passant par la partie sud de la République Démocratique du Congo et aboutira en Angola.

La Zambie profitera énormément de la ligne ferroviaire puisque son produit principal d'exportation, le cuivre, est actuellement transporté de la région du cuivre à Dar- es-Salaam et à Durban en Afrique du Sud.

Avec des plans en cours pour réhabiliter le port de Dar es Salaam, la ligne de chemin de fer aidera également à placer la ville portuaire tanzanienne comme centre principal sur le littoral de l'Afrique de l'Est.

La ligne ferroviaire a pour objectif de réduire le délai de transport de cargo de l'Angola et

de la région des Grands Lacs aux marchés mondiaux.

Actuellement, le cargo de l'Angola doit contourner le Cap avant de se diriger vers les marchés de l'Est.

Le China International Fund Ltd (Fonds International de Chine) est en cours d'entreprendre une réhabilitation de la ligne de chemin de fer Benguela en Angola pour un coût de US\$300 million. Elle fut détruite durant la guerre civile. C'est un développement qui augmentera le commerce entre les États Membres de la région. □

COSAFA obtient 16 million de Rands en sponsoring

LE CONSEIL de l'Association de Football de l'Afrique Australe (COSAFA) a obtenu 16 million de Rand afin d'organiser le championnat COSAFA de cette année.

Le président de COSAFA, Seketu Patel, a confirmé le développement à partir des Seychelles, ajoutant que les logistiques étaient en place pour l'organisation réussie du prestigieux championnat régional.

Il expliqua qu'un consortium d'entreprises régionales avaient mis leurs ressources en commun afin de garantir que le championnat ait bien lieu cette année.

"Je suis heureux d'annoncer que le championnat de COSAFA aura finalement lieu. Je suis conscient du doute qui régnait parmi les membres des associations et des pays à savoir si le championnat aurait lieu ou non."

Le président de la COSAFA précisa que la mobilisation des fonds avaient été difficiles étant donné que l'autorité régionale de football avait d'autres engagements pour organiser les championnats hommes de moins de 17 ans, de moins de 20 ans et les championnats féminin.

"Nous devons simplement obtenir un sponsoring à long terme en trouvant un sponsor principal plutôt que de compter sur l'assistance de plusieurs compagnies," prescrivit Patel.

L'Afrique du Sud est le champion en titre après avoir vaincu la Zambie 4-3 sur pénalties en 2006.

L'Angola, le Zimbabwe et la Zambie ont chacun gagné le championnat trois fois tandis que l'Afrique du Sud l'a remporté une fois.

Le tournoi COSAFA est très important alors que la région prépare la Prestigieuse Coupe du Monde de Football 2010. □

La Namibie lance un programme quinquennal de développement

LA NAMIBIE a lancé un Document National Stratégique sur cinq ans et un Programme Indicateur National qui ciblent le développement humain et l'allègement de la pauvreté.

La Commission Nationale de Planification (NPC) de la Namibie et la Délégation de la Commission Européenne (CE) en Namibie ont officiellement inauguré le programme, qui fonctionnera de 2008 à 2013.

La CE fournira l'assistance externe de 104,9 million d'Euros durant cette période. Une portion substantielle des fonds sera allouée au développement rural et au développement des ressources humaines.

Dans le développement rural, l'assistance sera étendue aux

activités économiques rurales en vue de bénéficier d'un accès amélioré au marché et à l'allègement de la pauvreté.

Dans le développement des ressources humaines, l'assistance augmentera l'approvisionnement de main d'oeuvre qualifiée pour satisfaire aux demandes du marché du travail et de soutenir les objectifs nationaux de développement.

Malgré les taux de croissance positifs du Produit National Brut (PNB) en Namibie, le pays a encore besoin de ressources externes pour pallier au problème de réduction de la pauvreté, de développement des ressources humaines, de pandémie VIH et SIDA et d'autres problèmes de développement pressants. □

La SADC déploie plus de 400 observateurs pour le second tour des élections présidentielles du Zimbabwe

LA SADC a doublé sa mission d'observateur pour le second tour des élections présidentielle du Zimbabwe le 27 juin.

Le second tour devint nécessaire après que les élections du 29 mars n'aient pas produit de vainqueur absolu. Ceci conformément à la loi électorale du pays qui requiert que le candidat gagnant obtienne une majorité de cinquante-plus-un des votes valides.

Ayant envoyé la plus grande mission comptant 163 membres afin d'observer les élections harmonisées du 29 mars, la SADC a envoyé une équipe encore plus importante pour couvrir le second tour.

"Nous avons sélectionné 300 observateurs mais nous en aurons plus de 400 le jour des élections," annonce Rtd Lt-Col Thanki Mothae, directeur du Conseil d'Administration de l'Organe sur la Politique, Défense et Coopération en Sécurité au Secrétariat de la SADC.

Mothae faisait sa déclaration alors que l'équipe prévisionnelle de la Mission SADC d'Observation Électorale (SEOM) arrivait dans le pays en début juin. Il exhorta les observateurs à être objectifs et à observer les lois du Zimbabwe lorsqu'ils s'acquittent de leurs tâches.

"L'objectif principal de la mission SADC est d'assister le peuple du Zimbabwe à travers ce processus électoral afin qu'il se déroule paisiblement et harmonieusement.

"Nous ne sommes pas ici pour choisir un camp. Nous ne sommes pas là pour créer la confusion mais aider le peuple du Zimbabwe. Les observateurs se doivent donc d'observer les lois du Zimbabwe lorsqu'ils s'acquittent de leurs tâches et d'éviter de faire des commentaires individuels," précise t-il.

Mothae a également souligné qu'en tant que SEOM, ils

travailleront sous les auspices de la SADC, conformément aux Principes et Directives de la SADC Gouvernant les Élections Démocratiques.

L'Angola est le leader de cette mission d'observation électorale, en sa qualité de chef de la Troika pour l'Organe de la SADC sur la Politique, Défense et Coopération en Sécurité.

Une Équipe de Reconnaissance d'Observation Électorale composée du personnel technique des États membres de la SADC a été déployée dans le pays au début du mois de juin pour préparer le terrain pour la SEOM.

L'équipe de reconnaissance était dirigée par Natangwe Elia Angola, l'Analyste Stratégique Supérieur de la SADC pour le Conseil d'Administration du secteur Politique, Défense et Coopération en Sécurité.

L'équipe technique a étudié les aspects logistiques nécessaires durant les élections tels que le nombre de stations de vote, communication et transport.

"Ce fut après une évaluation préliminaire que nous avons pu déterminer le nombre d'observateurs nécessaires et informer les pays membres de nommer leurs observateurs," expliqua Mothae.

En début mai une Commission Ministérielle SADC de l'Organe sur la Politique, Défense et Coopération en Sécurité se trouvait aussi au Zimbabwe pour évaluer la situation politique et les préparations pour le second tour des présidentielles.

La commission, qui était accompagnée du Secrétaire Général de la SADC, Tomaz Salomão, a exhorté les partis contestant le second tour de participer aux élections en respectant les lois du pays et les Principes et Directives de la SADC gouvernant les élections démocratiques.

Le second tour des présidentielles est disputé entre le Président en exercice Robert Mugabe du Front Patriotique de l'Union Nationale Africaine du Zimbabwe (Zanu PF) et Morgan Tsvangirai, leader de la faction principale du Mouvement de l'Opposition pour le Changement Démocratique (MDC-T).

Une déclaration préliminaire émise par SEOM avant l'annonce des résultats du premier tour des élections a conclu que les élections harmonisées du Zimbabwe du 29 mars était "une expression paisible et crédible de la volonté du peuple du Zimbabwe".

Ces élections comprennent les quatre bulletins de vote pour les présidentielles, les élections locales et parlementaires (Assemblée Nationale et Sénat)

Un Sommet SADC tenu en Zambie le 13 avril a félicité le peuple du Zimbabwe sur "son comportement paisible et discipliné avant et après les élections."

Le sommet a également félicité le gouvernement du Zimbabwe d'avoir garanti que les élections soient menées dans un environnement paisible et a exhorté la ZEC de promptement vérifier et publier les résultats "en accord avec la loi".

Les élections présidentielles furent annoncées par la ZEC, le 2 mai suite à la déclaration de la commission qu'un processus de vérification méticuleux était nécessaire.

La ZEC a annoncé les nouvelles réglementations pour le second tour des présidentielles, supposées accélérer la publication des résultats. □

Angola: Scrutin parlementaire prévu pour septembre

LE PRÉSIDENT angolais, José Eduardo dos Santos, a confirmé que les élections parlementaires auraient lieu le 5 septembre 2008 "à travers l'ensemble du territoire national".

L'annonce de juin fait suite à une réunion du Conseil de la République, un organe commun présidé par le président, a donné l'approbation finale pour les élections après avoir été informé des arrangements et préparations.

Les élections seront les premières depuis la fin officielle en 2002 de la guerre civile longue de 27 années. Elles furent reportées pendant plus d'un an pour permettre la finalisation de la liste des électeurs, un exercice logistique

difficile dans un pays encore en phase de reconstruction après-guerre.

Dos Santos, 65, est le leader du Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA) et a accédé à la présidence du pays en 1979, après le décès du père fondateur de l'Angola, Dr Agostinho Neto.

Les élections nationales ont eu lieu durant la trêve de 1992 lorsque feu Jonas Savimbi de l'Union Nationale pour l'Indépendance Totale de l'Angola (Unita) s'est présenté contre Dos Santos et a perdu le premier tour avant de refuser de se présenter au deuxième tour.

Les prochaines élections présidentielles sont prévues en 2009. □

Les ministres de la SADC accélèrent les progrès vers la parité des sexes

par Petronella Mugoni

LES MINISTRES de la SADC responsables de la Parité des Sexes et des Affaires Féminines se sont récemment réunis dans la capitale Namibienne, Windhoek, afin de discuter le Protocole provisoire sur la Parité des Sexes et le Développement.

L'objectif de la réunion était de se préparer pour présenter le protocole au Sommet des Chefs d'États et de Gouvernement des 14 États Membres, au mois d'Août.

L'ordre du jour, sous le thème "SADC accélère les Progrès pour la Réalisation de la Parité des Sexes", a permis aux ministres responsables de réfléchir sur les résultats de la réunion régionale des officiels supérieurs de la SADC tenue à Livingstone, Zambie, en Décembre 2007 avec pour objectif de peaufiner le contenu du protocole.

Le président namibien, Hifikepunye Pohamba, déclara dans son discours d'ouverture que des progrès ont été accomplis pour sensibiliser les citoyens sur la problématique des sexes, mais que la formulation d'un document juridique visant à accélérer le processus est encore nécessaire. La déclaration de Pohamba fut présentée par l'ancien ministre responsable de la parité des sexes, Netumbo Nandi-Ndaitwah, aujourd'hui Ministre de l'Environnement et du Tourisme.

La discussion des ministres responsables de la parité des sexes provient d'une décision des dirigeants de la SADC lors de leur dernier Sommet en Zambie, de repousser la signature du protocole provisoire jusqu'à la tenue de consultations plus larges, particulièrement sur les objectifs de mise en oeuvre.

Le document provisoire a été ressoumis aux ministres SADC responsables de la parité des sexes pour des consultations nationales plus approfondies.

Soulignant l'importance de la révision du document provisoire afin de parvenir à un consensus avant que le

protocole ne soit ressoumis au Sommet en 2008, l'Unité SADC pour la Parité des Sexes a préparé une procédure visant à approuver le protocole, avec des actions ponctuelles à entreprendre avant sa ressoumission.

La réunion des ministres de la SADC à Windhoek fut la troisième phase du processus convenu.

La Namibie atteint les 30 pour cent de représentation féminine à l'Assemblée Nationale

LA NAMIBIE est devenue le quatrième pays de la région à atteindre les 30 pour cent de représentation féminine dans les positions politiques et de prise de décision.

Trois femmes supplémentaires ont été nommées au Parlement Namibien en mai, totalisant 24 femmes sur les 78 membres de l'Assemblée Nationale.

Cela donne 31 pour cent des sièges aux femmes, comparé aux 27 pour cent précédent.

Les femmes sont nommées sur la base d'adhésion aux partis afin de remplacer trois membres du parlement, qui sont démissionnés, deux provenant du parti au pouvoir SWAPO et une de l'opposition.

Sous l'égide du système Électoral de Représentation Proportionnelle de la Namibie (RP), les votes électoraux pour les listes de parti contenant les candidats furent présentés par chaque parti. Au cas où un candidat ne peut prendre ses fonctions, le candidat suivant sur la liste est normalement nommé.

Certains partis politiques de pays utilisant le système de RP sélectionnent les candidates pour chaque deuxième ou troisième place sur leur liste afin de garantir une représentation équitable.

La Namibie a montré un engagement consistant pour garantir une participation équitable des femmes dans le domaine politique et de prises de décision comme le prouve le nombre accru de femmes au parlement.

La première était la réunion des officiels supérieur en décembre 2007, tandis que la deuxième se composait de consultations nationales tenues de janvier à mars 2008 avec le concours de tous les dépositaires.

Cependant, avant que le document ne soit présenté au Sommet, il doit être étudié

pendant la réunion des ministres de la justice, qui compose la quatrième phase de la procédure.

Un protocole est l'instrument juridique le plus irrévocable et prouve l'engagement total des gouvernements SADC à aborder les problèmes auxquels les femmes sont confrontées dans la région. □

la République Unie de Tanzanie à atteindre ce quota.

Le quota facultatif de parti, et le système RP, sont également d'usage en Afrique du Sud et au Mozambique, et ce n'est donc pas un hasard si ces deux pays ont la plus forte représentation féminine au Parlement dans la région.

La Tanzanie opère grâce à un système de circonscription de Premier Élu au Poste (FPTP) contesté par les hommes et les femmes, mais la constitution garantit qu'un tiers des sièges supplémentaires soient réservés aux femmes, nommées sous l'égide du système RP sur la base du nombre de sièges gagnés par chaque parti durant les élections. □

Représentation des femmes dans les États Membres de la SADC aux deux dernières élections

Pays	Année des Élections	Femmes MP %	Année des Élections	Femmes MP %	Système Électoral
Angola	-	-	1992	9.5	PR
Botswana	1999	18.2	2004	11.1	FPTP
Congo RDC	-	-	2006	12	FPTP
Lesotho	2002	12	2007	23	FPTP
Madagascar	2002	-	2007	7.9	FPTP
Malawi	1999	8.3	2004	17	FPTP
Île Maurice	2000	5.7	2005	17	FPTP
Mozambique	1999	28.6	2004	33.3	PR
Namibie	1999	19.2	2004	24.4	PR
Afrique du Sud	1999	30	2004	37.8	PR
Swaziland	1998	7.3	2003	19	FPTP
Tanzanie	2000	16.3	2005	30.3	FPTP; PR*
Zambie	2001	12.7	2006	14.7	FPTP
Zimbabwe	2005	15.8	2008	13	FPTP

Compilé par SARDC WIDSAA 2008

*La Constitution de la République Unie de Tanzanie garantit au moins un tiers des sièges pour les femmes sous l'égide du système RP supplémentaire

Key: RP - Représentation Proportionnelle

FPTP - Au Premier élu pour le Poste



LA COMMUNAUTE POUR LE DEVELOPPEMENT
DE L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI
SADC Aujourd'hui, Vol. 10 No. 6 Juin 2008



SADC AUJOURD'HUI est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe et en tant que guide pour les décideurs à tous les niveaux du développement national et régional. Les articles peuvent être reproduits en toute liberté par les médias et autres institutions accrédités par SADC AUJOURD'HUI

REDACTEUR

Munetsi Madakufamba

COMITE DE REDACTION

Bayano Valy, Tomas Vieira Mario,
Richard Nyamanhindi, Patience Zirima, Petronella Mugoni, Patricia Munemo,
Takura Chamuka, Clever Mafuta, Tigere Chagutah,
Phyllis Johnson, Shiela Chikulo, Emmanuella Matorofa

CONSEILLER A LA REDACTION

Directrice de l'Unité de Communication d'Entreprise, SADC
Leea Penehupifo Martin

TRADUCTION

Marie-Laure Edom

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le compte du Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur la Communauté de Développement de l'Afrique Australe. Le contenu prend en compte les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) et le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) en tant qu'élément intégral au développement de la région.

© SADC, SARDC, 2008

Les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la région de la SADC, sous forme d'articles, photographies, feuilles d'informations et commentaires sont les bienvenues, ainsi que les articles pertinents originaires de l'extérieur de la région. Un tarif standard est payé pour les articles, photos et illustrations utilisées dans la publication. Les rédacteurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Son contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles du Secrétariat de la SADC ou du SARDC.

Abonnez vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel. Pour six numéros par an, le tarif est de US\$75 en dehors du continent africain, US\$55 pour le reste de l'Afrique et US\$45 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails sur les abonnements, veuillez contacter le Rédacteur.



SADC AUJOURD'HUI est sponsorisé
par le Southern African Trust



SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais et portugais et est également disponible en version électronique en anglais, portugais et français à www.sadc.int et www.sardc.net

CONCEPT & MISE EN PAGE

Tonely Ngwenya

PHOTOS & ILLUSTRATIONS

p1, T Chamuka (SARDC), SA Tourism; p3 M Madakufamba (SARDC);
p4 (top) SARDC (bottom) M Madakufamba; p6 Cite Ferhat Momedé;
p8-9 Eskom, NamPower; p10 R Nyamanhindi (SARDC)

ORIGEM & IMPRESSÃO

DS Print Media, Johannesburg

Les correspondances doivent être adressées à:

Le Rédacteur, SADC TODAY
SARDC, 15 Downie Avenue, Belgravia, Harare, Zimbabwe
Tél : 263 4 791141 Fax : 263 4 791271
sadctoday@sardcnet
ou
SADC HOJE
SARDC, Rua D. Afonso Henriques, 141, MAPUTO, Moçambique
Tél: 250 1 400831 Fax: 258 1 491178
sardc@maputo.sardc.net
Information 21 Sites web
www.sadc.int www.sardc.net www.ips.org www.saba.co.za

Remerciements aux compagnies aériennes suivantes pour leur assistance dans la distribution de SADC Aujourd'hui:
Air Botswana, Air Malawi, Linhas Aeres de Mozambique, Air Namibie, South African Airways, Air Maurice, TAAG Angolan Airlines, Zambian Airways et Air Zimbabwe.

CALENDRIERS DES ÉVÈNEMENTS 2008

Juin
2-4 Zambie

14^{ème} Sommet de la Commission Intergouvernementale des Experts (ICE)

A cette occasion, l'adhésion ICE augmentera afin de coopter d'autres ministères pertinents intégrant ceux responsables spécifiquement de la Zone de Libre Échange.

4-6 Afrique du Sud

Forum Économique Mondial sur l'Afrique

Le 18^{ème} Forum Économique Mondial sur l'Afrique discutera de l'impact du commerce global sur le continent. Les débats réexamineront les récentes initiatives pour aborder la question de l'environnement des affaires, l'infrastructure physique et sociale ainsi qu'un aperçu sur les priorités émergentes des nouveaux capitaines de commerce.

7-12 Afrique du Sud

12^{ème} session de la Conférence Ministérielle Africaine sur l'Environnement

La conférence est l'organe le plus important de la Conférence Ministérielle Africaine sur l'Environnement (AMCEN), dont les membres sont des ministres Africains responsables de l'environnement. AMCEN a mené le processus pour le développement du plan d'action pour l'Initiative Environnementale du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) et se rassemblera afin de discuter et convenir des programmes et initiatives pour faciliter la mise en oeuvre efficace de son mandat sur la protection environnementale en Afrique.

17-20, Swaziland

Commission Intégrée des Ministres SADC (ICM)

L'ICM est composée d'au moins deux ministres de chacun des Etats Membres. Son rôle est de garantir une direction politique correcte et la coordination des activités inter-sectorielles de la SADC. Le sommet réexaminera les activités des conseils d'administration de la SADC pour garantir une mise en oeuvre rapide des programmes qui autrement devraient attendre la tenue du Conseil des Ministres.

30-1 juillet, Egypte

11^{ème} Sommet de l'Union Africaine

L'Assemblée des Chefs d'Etats et de Gouvernement des 53 pays membres de l'Union Africaine se réunira à Sharm El Scheikh, Egypte à l'occasion de sa onzième session ordinaire. Le thème de cette année est, "Accomplir l'Objectif de Développement du Millénaire sur les Eaux et le Système Sanitaire". La réunion sera précédée de la Session Ordinaire des Représentants Permanents et de la Session Ordinaires du Conseil des Ministres.

Juillet
1-2, Afrique du Sud

Conférence Internationale sur la Connaissance et les Informations Intermédiaires

La conférence est supposée mettre en lumière le rôle des courtiers de recherche et des intermédiaires et leur contribution pour soutenir et habiliter des politiques et pratiques pro-pauvreté basées sur des évidences. Sous ce thème, « Localiser le pouvoir intermédiaire », la conférence est organisée par le Conseil de Recherche des Sciences Humaines de l'Afrique Australe et l'Institut des Etudes de Développement, Royaume Uni (RU).

2-4 France

10^{ème} Forum sur l'Énergie en Afrique

Lancé en 1999, le Forum d'Énergie en Afrique est le premier forum annuel en Afrique sur l'investissement en énergie et gaz, et un forum d'entreprise, où les gouvernements et les services gouvernementaux sur l'énergie discutent du statut international de l'énergie en mettant le focus sur les secteurs de l'énergie et du gaz en Afrique.



50 années

15 avril 1958
Première Conférence des États
Africains Indépendants

45 années

25 mai 1963
OUA/OASODS UA

Journée de l'Afrique: Marquer les progrès du continent

LES DIRIGEANTS africains et les activistes politiques se réunirent au Ghana le 15 avril 1958, pour la première conférence des états africains indépendants, animée par Kwame Nkrumah, un an seulement après avoir mené le Ghana à l'indépendance le 6 mars 1957.

Cette conférence fut importante du fait qu'elle représentait la première conférence Pan-Africaine tenue sur le sol africain, représentative de l'expression collective de la résistance africaine au colonialisme, et fut accueilli par la première nation de l'Afrique du sous-Sahara à accéder à l'indépendance.

La conférence précédente, en 1945, eu lieu à Londres lorsque Nkrumah assista George Padmore dans l'organisation du cinquième Congrès Pan-Africain, durant lequel il rédigea la "Déclaration des Peuples Coloniaux du Monde".

Nkrumah retourna au pays en 1947 pour s'engager activement dans la politique et forma le Parti de la Convention du Peuple en 1949, en déclarant: "Dans toutes les luttes politiques, ils émergent des opportunités rares, difficiles à distinguer mais fatales si elles ne sont pas saisies, lorsque tout doit reposer sur un hasard, et de l'homme simple ressort la force du destin."

Juste un an avant l'Indépendance, il avait organisé la Première Conférence des États Africains Indépendants. Ils étaient au nombre de huit, y compris le Ghana, l'Égypte, l'Éthiopie, le Libéria, la Libye, le Maroc, le Soudan et la Tunisie, qui composaient la représentation totale pour l'Afrique et les Nations Unies.

Les représentants du Front National pour la Libération de l'Algérie et l'Union des Peuples Camerounais étaient également présents.

La conférence demanda la fondation d'une Journée Africaine de la Libération, une journée pour "marquer annuellement les progrès du mouvement de la libération, et de symboliser la détermination du peuple Africain de se libérer de la domination et de l'exploitation étrangère."

Cinq ans plus tard, un autre sommet historique eu lieu en Éthiopie, après que davantage de pays aient accédé à l'indépendance politique.

Le 25 mai 1963, les dirigeants de 32 états africains indépendants se sont réunis à Addis Ababa pour former l'Organisation de l'Unité Africaine (OAU), aujourd'hui Union Africaine (UA).

A ce stade, plus des deux-tiers du continent avait gagné son indépendance. Durant cette réunion historique, la date de la Journée Africaine de la Liberté fut changée du 15 avril au 25 mai et fut déclarée Journée Africaine de la Libération, aujourd'hui célébrée à travers le continent en tant que Journée de l'Afrique.

La commémoration fournit une plate forme pour se souvenir de l'histoire africaine, de la période intense de développement pré-colonial en passant par la sombre période de l'esclavage et du colonialisme jusqu'à la libération de l'Afrique Australe et la fin du régime apartheid en Afrique du Sud en mai 1994, plus de 30 ans après la formation de l'OUA et son Comité de Libération.

Nkrumah espérait que l'OUA deviendrait la base d'un Gouvernement de l'Union Africaine, et ce fut une réalité, 40 ans après qu'il ait mené le peuple de l'ancienne Côte de l'Or à l'indépendance en tant que Ghana.

L'Union Africaine est désormais établie avec une Commission permanente pour gérer ses opérations, un département de développement appelé le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), et le Parlement Pan-Africain.

Unité Africaine

"Pour beaucoup, l'unité des états africains considérée comme la base primaire de notre politique africaine apparaît visionnaire et hors de portée. Nous ne sommes pas d'accord. L'unité des états africains peut devenir une réalité, et même plus tôt que nous ne le supposons." Nkrumah



Nkrumah



Lumumba



Nyerere

À la fin de 1958, Kwame Nkrumah anima une autre conférence, la Conférence de tous les Peuples Africains, à Accra, à laquelle participèrent des hommes en passe de devenir des dirigeants politique réputés, y compris Patrice Lumumba, Julius Nyerere et d'autres. Ils retournèrent dans leurs pays déterminés à mettre fin au régime colonial et à transformer leurs territoires en zones de base pour les mouvements de libération.

Nkrumah aborda un bon nombre de problèmes dans ses ouvrages, écrits dans les années 60, y compris *Je Parle de Liberté*, *La Lutte Continue* et *l'Afrique Doit s'Unir*. Il pouvait prévoir les nombreux problèmes lorsqu'il écrivit que "L'indépendance du Ghana est inutile à moins d'être liée à la libération totale de l'Afrique... et avec la projection de la personnalité africaine dans la communauté internationale."

Dans ce dernier, il parle des dangers de la balkanisation, y compris la possibilité de division et conflit, le besoin vital de réaliser l'unification politique, et la planification de toutes les économies africaines.

Dans "*Problème du Congo*", Nkrumah démontre "l'inutilité de l'indépendance politique sans la liberté économique et comment il est nécessaire de trouver des solutions africaines aux problèmes africains."

Jours fériés dans la SADC pour la période Juin - Août 2008

1 Juin	Journée Internationale de l'Enfant	Angola
14 Juin	Journée de la Liberté	Malawi
16 Juin	Journée de la Jeunesse	Afrique du Sud
24 Juin	Journée des pêcheurs	RDC
25 Juin	Journée de l'Indépendance	Mozambique
30 Juin	Journée de l'Indépendance	RDC
1 Juillet	Journée de Sir Seretse Khama	Botswana
3 Juillet	Jour férié	Botswana
6 Juillet	Journée de l'Indépendance	Malawi
7 Juillet	Journée des Héros	Zambie
7 Juillet	Foire Commerciale Internationale	Tanzanie
8 Juillet	Journée de l'Union	Zambie
17 Juillet	Anniversaire du Roi	Lesotho
19 Juillet	Journée du Président	Botswana
20 Juillet	Jour férié	Botswana
22 Juillet	Jour férié	Swaziland
1 Août	Journée des Parents	RDC
4 Août	Journée des Fermiers	Zambie
8 Août	Journée de Paysans	Tanzanie
9 Août	Journée Nationale de Femmes	Afrique du Sud
11 Août	Journée des Héros	Zimbabwe
12 Août	Journée des Forces de Défense	Zimbabwe
15 Août	Jour de l'Ascension	Madagascar, Île Maurice
26 Août	Journée des Héros	Namibie